



Délibération n°2026\_03\_31\_9

Objet : SPL TaM - Désignation des représentants de la commune au Conseil d'administration

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
SÉANCE DU MARDI 31 MARS 2026**

L'an deux mille vingt six, le trente et un mars, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 25 mars 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du 1er Adjoint délégué au rayonnement et aux animations de l'espace public, Monsieur Mario Joseph MARCOU.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 21**

**Nombre de membres représentés : 4**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE**

**Présents :**

Mario Joseph MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Brigitte RODRIGUEZ - Patricia NIVASSE - Maryline BENEDETTI - Francine BOYER - Jean-Marc MALEK - Karine BREITHEL - Michel LITTON - Magali OLOMBEL - Benoît DELTOUR - Eric LOUVET - Sandrine CLAPIER - René DEROSI - Farah GUILLAUMONT - Cyril MARCHAL - Romain CASAS-MATEU - Richard CHAUVET - Liliane FELIX - Sabine COMMUNAY - Mickaël BERGE

**Absents représentés :**

Xavier MIRAULT pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Mickaël BERGE - Fanette VIALARD pouvoir à Richard CHAUVET

**Absents :**

Jean-Pierre RICO - Fabrice IRANZO - Olivier BOUDET - Muriel POUJOL

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur Mario Joseph MARCOU, 1er Adjoint délégué au rayonnement et aux animations de l'espace public, rapporte :**

Par délibération n°2022\_09\_29/14 du 29 septembre 2022, le Conseil municipal a approuvé la participation de la commune de Pérols au capital de la SPL TaM.

Cette société a pour objet la mise en œuvre des politiques de mobilité au sens large sur le territoire géographique de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Dans ce domaine, la société pourra notamment exploiter, pour le compte d'un ou plusieurs actionnaires, par voie d'affermage, de gérance, de marché ou toute autre forme, un ensemble de services, activités ou équipements et infrastructures.

La société est administrée par un conseil d'administration de 3 membres au moins et de 18 membres au plus.

Toute collectivité territoriale a droit à au moins un représentant au conseil d'administration désigné en son sein par l'organe délibérant conformément aux articles L1524-5 et R1524-2 à R1524-6 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Les représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration sont désignés par leur assemblée délibérante, parmi ses membres.

Il est proposé au Conseil municipal la candidature de :

- M. Jean-Pierre RICO, en qualité de représentant titulaire,
- Mme Muriel POUJOL, en qualité de représentante suppléante.

Il est demandé si un autre membre du Conseil municipal est candidat aux fonctions.

Aucune autre candidature n'est constatée.

Vu le CGCT et notamment l'article L1524-5,

Vu le Code de commerce,

Le Conseil municipal décide à l'unanimité des voix de procéder aux présentes désignations à main levée et non au scrutin secret ;

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Désigner Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de représentant titulaire de la commune au Conseil d'administration de la SPL TaM ;
- Désigner Madame Muriel POUJOL, en qualité de représentante suppléante de la commune au Conseil d'administration de la SPL TaM.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,  
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 1 avril 2026

Le 1er Adjoint délégué au rayonnement et aux  
animations de l'espace public,

Mario Joseph MARCOU



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.